**Intervention du jeudi 26 juin**

La CGT a décidé d’aller à la rencontre des salariés sur tout le territoire national en appelant à l’action, par la grève et la manifestation, le 26 juin. Les luttes s’organisent, les salariés relèvent la tête et remportent aussi des victoires.

Malgré un désaveu cinglant lors des élections municipales et européennes, le Président Hollande entend poursuivre ses réformes désastreuses ressenties comme injustes par huit Français sur dix selon *un sondage CGT-Harris Interactive*.

Le gouvernement n’a de cesse de satisfaire les volontés du Medef pour faire baisser ce qu’ils appellent le "coût du travail". Là encore, selon le même sondage, près de 9 Français sur 10 (87%) estiment que ce n’est pas la cause première de nos difficultés, mais pointent le coût du capital comme responsable.   
Pourtant, le gouvernement s’entête dans ses politiques d’austérité en octroyant toujours plus de cadeaux aux grandes entreprises, sans contrepartie en matière d’emploi, d’augmentation des salaires, de lutte contre la précarité et le chômage, et en réduisant toujours plus les moyens de l’action publique.

Je voudrai souligner ici le cout du CICE ; un patron avec 1,5 salarié petit commerçant en Comminges vient de m’indiquer qu’il avait perçu près de 4000€ de CICE, j’engage chaque délégué du personnel à demander combien son entreprise a perçu. Il peut proposer de faire comme le patron que je viens de citer de partager avec les salariés cela peut faire une belle prime de vacances.

Si le gouvernement ne veut pas rendre public les dons faits aux entreprises que chacun interpelle son employeur : prenons nos affaires en main.

**Les salariés s’organisent et luttent**

De nombreuses actions revendicatives se développent en ce moment et portent des exigences en matière d’emploi, de salaires, de conditions de travail, de protection sociale, de service public. Elles sont souvent couronnées de succès et démontrent que lorsque les salariés relèvent la tête, élaborent leurs revendications, se mobilisent dans l’unité, ils peuvent remporter des victoires.

Je pense à Gemenos 1339 jours de grève ; Je pense à Pilpa à Carcassonne, je pense la lutte des sans papiers ou 57 salariés viennent de se voir reconnaitre leurs droits après plusieurs jours de grève et de manifestation. Et bien d’autres actions qui permettent de sauver l’outil de travail d’arracher du pouvoir d’achat de démontrer que rien n’est acquit pour les tenants du pouvoir affiliés au MEDEF.

*Dans la fonction publique, l’augmentation de la valeur du point demeure à la fois urgente et incontournable. Ce gel du point d’indice réduit les ressources de la protection sociale dont les besoins en financement sont pourtant cruciaux.*

La reforme MAP réforme porte en germe des options stratégiques « régionalistes » s’inscrivant dans une mise en concurrence des territoires.. D’ores et déjà, des voix s’élèvent pour revendiquer un « SMIC régional ».

La CGT s’exprime contre ce projet. Elle estime que toute réforme territoriale doit être précédée d’une large consultation publique associant les organisations syndicales confédérales de salariés et plus largement les principaux acteurs de la société civile.

Pour la CGT, les questions afférentes à l’organisation des compétences sur un espace territorial et à la redéfinition des prérogatives respectives entre l’Etat, ses services déconcentrés dans les territoires et les collectivités locales doivent avoir pour fil conducteur la réponse pérenne aux besoins sociaux, économiques et environnementaux d’aujourd’hui et de demain.

Ambitionner un aménagement solidaire des territoires suppose de prioriser la coopération et la mutualisation à l’opposé des mises en concurrences, des balkanisations entre des espaces urbains drainant les richesses et des espaces ruraux voués à la désertification. Cette vision appelle un Etat stratège, développeur et opérateur, garant de l’intérêt général, de l’effectivité des droits fondamentaux, de l’égalité et de la cohésion sociale et territoriale.

Mais cela passe par la mobilisation, l’action collective et unitaire ; rien ne nous sera donné gentiment ce gouvernement est plus enclin à écouter Gattaz, les fonds de pension, à brader le patrimoine.

A ce propos je voudrais souligner que dans notre région vont être renouvelées les concessions des barrages pour la production d’énergie hydroélectrique l’enjeu est de taille et de nouvelles dispositions d’ouverture au marché cachées par de fausses régionalisations vont voir le jour ; ceci a été évoqué lors de la conférence sur l’énergie qui avait réuni une centaine de personnes au parc des expositions à St Gaudens.

Cependant à l’image de la lutte des cheminots des intermittents et de bien d’autres les beaux discours ne font plus illusion malgré le soutien de la presse et des médias.

A ce propos je voudrai stigmatiser les propos de cette presse aux ordres qui n’hésite pas à employer des qualificatifs outranciers quand elle parle des grévistes qui défendent l’intérêt collectif.

Vous l’avez entendue comme moi « usagers pris en otages » « les talibans du rail » j’en passe des meilleures …un vocabulaire de guerre de dramatisation. Le reste du temps rien sur le mouvement social la presse est absente et préfère parler du concours de pétanque de trifouillis les oies…

Nos concitoyens ne sont pas dupes et nous devons continuer notre travail d’information pour ouvrir des perspectives, encourager nos concitoyens à prendre leurs affaires en main.

Pour cela un outil redisons-le répétons- le : c’est le syndicat, celui de son choix,

Le syndicat l’outil pour lutter et se faire respecter construire l’action collective pour gagner.